

Paris, le 24 octobre 2014

Dossier suivi par : XXXX
Tél. : XXXX
Courriel : recommandations@energie-mediateur.fr

N° de saisine : XXXX
N° de recommandation : 2014-1433

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Madame, Monsieur,

Ce litige concerne le raccordement de deux parcelles vous appartenant au réseau public de distribution d'électricité.

Vous contestez la facturation de deux branchements sur la base du barème de facturation des raccordements du distributeur A., estimant que certaines prestations auraient pu être mutualisées.

Vous déplorez l'intervention de l'entreprise prestataire mandatée par le distributeur A. en domaine privé, alors que vous aviez fait appel vous-même à l'entreprise de votre choix pour viabiliser ces deux parcelles.

Vous vous interrogez également quant à la zone de tarification du raccordement utilisée pour la réalisation de ces deux devis (zone n°2). Vous faites valoir que la commune où se situent ces deux parcelles, XXXX, a une population inférieure à 3 000 habitants. Aussi, selon vous, elle appartient à la zone de raccordement n°1.

Vous demandez au distributeur A. de revoir à la baisse le montant qui vous a été facturé.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations que le distributeur A. m'a adressées.

1. Sur la facturation de deux branchements distincts pour l'alimentation de vos deux parcelles

Le distributeur A. vous a adressé deux devis, en vue du raccordement de vos parcelles :

- n°53155252-01, daté du 13 décembre 2011 et d'un montant de 1 143,14 euros TTC,
- n°53155592-02, daté du 5 janvier 2012 et d'un montant de 1 143,14 euros TTC.

Ces devis sont basés sur les mêmes caractéristiques :

- branchement sans extension,
- puissance 12 kVA monophasé,

Page 1 sur 5

- branchement complet aéro souterrain,
- point de livraison situé en limite de propriété,
- 230 V entre phase et neutre.

Vous m'avez précisé que l'emplacement du coffret avait été convenu le 12 décembre 2011 avec l'entreprise prestataire du distributeur A. pour la réalisation des travaux.

1.1. Sur le principe de facturation d'un branchement selon un barème

En application de l'article L.342-6¹ du Code de l'Energie et de l'article L.332-15² du Code de l'Urbanisme, le demandeur du raccordement est débiteur de la contribution aux coûts des travaux de branchement, c'est-à-dire la création des ouvrages qui sont susceptibles de le desservir exclusivement.

Conformément au catalogue des prestations d'A. (fiche F800) en vigueur au 1^{er} septembre 2012, le coût du raccordement d'une installation en soutirage est établi selon les dispositions du barème pour la facturation des raccordements au réseau public de distribution d'électricité concédé à A.³, applicable à compter du 28 septembre 2011 et toujours en vigueur.

Suivant ce barème, consultable sur le site internet du distributeur A., le coût de réalisation d'un branchement complet de puissance 12 kVA en monophasé et en zone de raccordement n°2 est de 1 905,23 euros TTC.

J'observe sur chaque devis qu'une réfaction de 40 % a été appliquée sur le montant du coût fixe du branchement au réseau public de distribution d'électricité concédé au distributeur A., ce qui laisse un montant final à votre charge de 1 143,14 € TTC.

Je constate donc que le coût fixe d'un branchement en soutirage mentionné dans la proposition de raccordement que le distributeur A. vous a adressée est conforme au barème en vigueur pour la facturation des raccordements au réseau public de distribution d'électricité concédé au distributeur A.. Il s'agit d'une prestation sous monopole du distributeur A., pour laquelle vous n'avez donc pas de possibilité de choix de votre prestataire.

1.2. Sur le principe de facturation d'un branchement par parcelle

Vous contestez la mise à votre charge à deux reprises de la somme de 1 143,14 € TTC, une fois pour chaque parcelle.

Le distributeur A. indique que :

- « deux points de livraisons distincts ont été créés »,
- « les solutions de raccordement dites de type 2 impliquent que nous allions chercher le réseau A. le plus proche et que nous l'amenions en limite de propriété dans un coffret double équipé d'un coupe circuit principal, disjoncteur et système de télé relevé »,
- « la participation financière d'un branchement est calculée sur la base d'un barème comprenant l'ensemble des fournitures, accessoires et coûts de main d'œuvre pour satisfaire l'alimentation d'un seul point de livraison ».

¹ Article L.342-6 du Code de l'Energie : « La part des coûts de branchement et d'extension des réseaux non couverts par les tarifs d'utilisation des réseaux publics peut faire l'objet de la contribution due par le redevable défini à l'article L. 342-7 ou par les redevables définis à l'article L. 342-11. La contribution est versée au maître d'ouvrage des travaux, qu'il s'agisse d'un gestionnaire de réseau, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte ».

² Article L.132-15, al.3 du Code de l'Urbanisme : « [...] en ce qui concerne le réseau électrique, le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition est redevable de la part de la contribution prévue au troisième alinéa du II de l'article 4 de la loi relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité [devenu L.342-6 du Code de l'Energie], correspondant au branchement et à la fraction de l'extension du réseau située sur le terrain d'assiette de l'opération, au sens de cette même loi et des textes pris pour son application [...] ».

³ Le distributeur A. établit, dans le cadre de l'article L.342-8 du Code de l'énergie, son barème pour la facturation des opérations de raccordement. Ce barème est soumis à l'approbation de la commission de régulation de l'énergie (Délib. CRE 28 juin 2011 portant approbation du barème du distributeur pour les opérations de raccordement) et consultable sur son site. Cet encadrement des coûts est de nature à éviter des marges excessives au détriment des clients.

Par ailleurs, vous m'avez indiqué que deux câbles distincts ont bien été tirés depuis le haut du poteau jusqu'aux deux coffrets installés en limite de vos parcelles et les photographies que vous m'avez transmises montrent l'implantation de deux coffrets doubles en limite de parcelle.

Aussi, il s'agit bien de deux branchements distincts.

Dès lors, j'estime que le distributeur A. est bien-fondé à vous réclamer une contribution pour la liaison de chaque parcelle au réseau basse tension.

2. Sur la zone de raccordement

Vous estimez que les devis établis par le distributeur A. pour le raccordement de vos deux parcelles auraient dû être basés sur une zone de raccordement n°1 et non pas n°2, puisque votre commune, XXXX, compte moins de 3 000 habitants.

Le distributeur A. vous a répondu en date du 19 novembre 2012, soit plus de six mois après votre réclamation que « *le fichier servant à facturer notre clientèle comporte des erreurs* ».

Il estime cependant que « *XXXX est regroupée avec la commune de XXXX entrant, de ce fait en zone tarifaire n°3* » et que de fait les montants de vos devis auraient dû être supérieurs à ce qu'ils ont été.

Or, je note que :

- la commune de XXXX fait partie de la communauté d'agglomérations Rhône Alpilles Durance (16 000 habitants), qui ne comprend pas la commune de XXXX, ce qui aboutirait à un classement en zone 2,
- la somme des habitants des communes de XXXX et XXXX est inférieure à 50 000 habitants, ce qui aboutirait à un classement en zone 2,
- la commune de XXXX fait partie, selon le fichier mis à jour par le distributeur A., de la zone de raccordement n°2.

Le distributeur A. indique également que le barème de raccordement, comportant le tableau définissant les différentes zones de raccordement (visible en annexe), a été validé par la Commission de Régulation de l'Energie.

J'ai demandé des précisions au distributeur A. sur les définitions des termes utilisés dans ce tableau.

Celui-ci m'a indiqué que « *XXXX est une commune appartenant à un grand pôle, celui d'XXXX (et non de XXXX)* ».

Il précise également que ces informations sont consultables sur le site de l'INSEE⁴, qui indique effectivement que la commune de XXXX appartient à l'aire urbaine d'XXXX.

Après recherche, l'unité urbaine d'XXXX dont il est fait mention sur le site internet de l'INSEE comporte bien la commune de XXXX et sa population est supérieure à 200 000 habitants.

Je note en effet que l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité mentionne que « *chaque gestionnaire de réseau public de distribution établit un barème comprenant des prix unitaires tenant compte des différents paliers techniques qu'il met en œuvre pour réaliser les travaux de raccordement. Ces prix unitaires peuvent être différents suivant les zones d'aire urbaine au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques* ».

⁴ <http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/zonages/commune.asp?depcom=13067>

Compte tenu des informations contradictoires qui vous ont été communiquées sur ce point, j'estime que le distributeur A. devrait pratiquer un abattement sur le prix du raccordement qui vous a été appliqué en guise de dédommagement.

En outre, j'estime que la seule indication des quatre zones urbaines auxquelles s'applique le barème de raccordement du distributeur A. est une information insuffisante. Elle devrait être utilement complétée par un renvoi vers *l'Institut national de la statistique et des études économiques* qui fournit la liste des communes rattachées à chaque zone d'aire urbaine, sans laquelle le tableau d'A. ne peut pas être parfaitement compris.

3. Sur la réalisation des travaux à l'intérieur de chaque parcelle

Vous précisez que le support depuis lequel ont été tirés les câbles de chacun des branchements de vos parcelles se situe en domaine privé. Aussi, vous ne comprenez pas dans quelle mesure les travaux entre ce support et les coffrets n'ont pu être réalisés par l'entreprise chargée de viabiliser vos parcelles.

Le distributeur A. vous a indiqué à ce titre que « *quand un support A. se situe sur une parcelle privée, A. considère qu'il s'agit d'un ouvrage public et que le réseau qui dessert les parcelles alentours est public. C'est pourquoi vous voyez la notion de raccordement au réseau en domaine public apparaître sur vos devis* ».

J'estime pour ma part que les câbles entre le support A. et les coffrets faisant partie du réseau concédé, puisqu'ils constituent les branchements de vos deux parcelles, sont des ouvrages publics indépendamment du fait qu'ils soient réalisés en domaine public ou sur des parcelles privées.

Dans votre cas, les raccordements étant de « *type 2* », les points de livraison de chaque parcelle se situent au niveau des coffrets de branchement. Les travaux en amont de caractère public relèvent de la responsabilité du distributeur A. conformément à la norme C14-100 et au barème de raccordement. Le distributeur A., ou son prestataire, était donc bien-fondé à effectuer les travaux de raccordement des deux parcelles depuis le support (passage du réseau de distribution) jusqu'aux coffrets de branchement.

Aussi, je ne constate pas un manquement du distributeur A. eu égard au barème de raccordement validé par la Commission de Régulation de l'Energie.

Par ailleurs, je note que :

- vous avez réglé la première somme de 1 143,14 € TTC fin novembre 2011 (encaissement le 16 janvier 2012),
- vous n'avez pas versé la seconde somme de 1 143,14 € TTC eu égard à votre contestation avant la date de fin de validité du devis afférent. Dès lors, le distributeur A. a procédé à l'émission d'un nouveau devis, ce qui a mis à votre charge des frais de réédition de 90 euros TTC, finalement annulés, ce que j'estime satisfaisant.

Après une analyse détaillée de tous les éléments du dossier qui m'ont été transmis, je recommande au distributeur A. de :

- vous accorder un dédommagement de 170 euros TTC au titre des informations contradictoires délivrées sur le bien-fondé du prix de raccordement appliqué ;
- vous accorder un geste commercial de 75 euros TTC pour les réponses tardives qui ont été apportées à vos courriers de réclamation.

Dans un but de prévention des litiges et dans l'intérêt collectif des consommateurs, je recommande au distributeur A. de compléter l'information actuellement donnée sur les barèmes de raccordement par un renvoi vers l'INSEE qui établit la liste des zones urbaines auxquelles se rattache chaque commune, et sur laquelle s'appuie la grille tarifaire d'A..

Cette recommandation n'est pas contraignante mais elle clôt le traitement amiable de votre litige. Si vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si le distributeur refuse de la mettre en œuvre, vous pouvez demander à un tribunal compétent de rendre un jugement sur le litige qui vous oppose (voir fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article 3 du décret n°2007-1504, le distributeur A. m'informera dans un délai de deux mois des suites données à cette recommandation.

N'hésitez pas à me solliciter au numéro de téléphone ci-dessus ou par courriel pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert

Copie :
A.